

Déclaration de Canoas pour le droit à la ville et à la métropole solidaire

1. Quelle que soit la terminologie employée, les villes, les métropoles, les aires métropolitaines, les agglomérations urbaines...continuent leur croissance et sont aujourd'hui le lieu de vie de la majorité des êtres humains. Les dimensions des agglomérations actuelles sont telles, *qu'on parle aujourd'hui* de méga-régions, de couloirs urbains et de ville-régions. Ces nouvelles formes d'urbanisation se retrouvent sur l'ensemble de la planète. Qualité de vie, « bien être », possibilité d'épanouissement individuel et collectif, préservation de l'environnement et de la biodiversité, inclusion sociale, rapport à l'Autre et égalité de genre, participation démocratique, effectivité des droits humains, gouvernement démocratique sont réinterrogés dans un nouveau rapport à l'urbanité. C'est donc dans la ville métropolitaine du 21^{ème} siècle que se concentrent aujourd'hui les enjeux politiques, sociaux, économiques, environnementaux et culturels et que se joue l'avenir de l'humanité.
2. Il est donc légitime de s'opposer aux logiques qui, au nom d'intérêts particuliers et marchands, amplifient les ségrégations sociales, économiques et spatiales, aggravent les inégalités, érigent des murs réels et virtuels, ignorent la diversité culturelle, accroissent les insécurités, s'opposent à la promotion des services publics, saccagent l'environnement local et menacent les équilibres écologiques planétaires. Nos rues, nos places, nos quartiers, nos équipements publics, nos logements ne sont pas les cartes d'un vaste Monopoly urbain globalisé soumettant l'avenir aux seules règles de la rente foncière, de la spéculation immobilière et de la compétition entre mégapoles mondiales. Nous refusons que la planète urbaine soit le « Pire des mondes possibles » décrit par Mike Davis. Nous sommes convaincus que l'espace métropolitain peut être celui d'interventions et d'actions pour un autre monde.
3. Pour aller dans ce sens le « droit à la ville » doit irriguer l'ensemble des pratiques locales, des politiques publiques, des réflexions et actions communes afin de construire « des métropoles solidaires ». C'est-à-dire le droit à ce que tous les territoires de ces espaces métropolitains garantissent la proximité et l'usage des différentes fonctions humaines (services publics, marché du travail, espaces verts, centres culturels, espaces publics, logements etc.) La métropole solidaire que nous souhaitons n'accepte plus de territoires déclassés et de populations délaissées.



C'est la poly-centralité qui garantit le droit à la ville dans les aires métropolitaines. C'est ce qui nous rassemble au sein du « Forum d'Autorités Locales de Périphérie (FAL-P) pour des métropoles solidaires » et nous encourage à la rencontre avec d'autres réseaux de pouvoirs locaux (les Commissions de CGLU, réseaux des budgets participatifs...) mais aussi avec les mouvements sociaux (Coalition Internationale pour l'Habitat, Alliance Internationale des Habitants...).

4. Territoires populaires, souvent périphériques, suburbains, nous représentons une part importante de la « croissance urbaine ». Et si notre histoire et notre devenir d'Autorités locales sont liés à celles de « villes centres », ils ne peuvent se réduire au simple élargissement des frontières de celles-ci. Nous représentons une diversité de réalités, de subjectivités, de sensibilités que certains appellent agglomération urbaine, d'autres « aire » ou « région » métropolitaine ou simplement « métropole ». Mais quels que soient les mots pour qualifier cette réalité, nous nous retrouvons toutes et tous dans le refus d'être les invisibles de la métropole, convaincus que nos voix doivent être entendues pour faire face aux enjeux de notre monde urbain.
5. Lors du 1^{er} Forum d'Autorités Locales de Périphéries de mars 2006 dans la ville de Nanterre (France – métropole parisienne) environ 100 pouvoirs locaux de périphéries populaires de 20 pays se sont rencontrés. Pour la première fois, ils sont devenus les acteurs -dans l'organisation comme dans le contenu- d'une rencontre du mouvement municipaliste mondial. Collectivement, ils ont fait émerger « *Un autre regard sur la métropole* ». C'est à partir de la diversité des vécus et des aspirations des périphéries qu'a émergé une « alter-métropolisation » qui a permis de rompre avec un seul point de vue du développement métropolitain, à la fois géo-centré et soumis aux logiques du marché. Le 1^{er} FALP a fait de l'ambition d'une « métropole solidaire » un axe de rencontres, d'échanges d'expériences et de revendications collectives. A Getafe (Espagne –Aire métropolitaine de Madrid) en juin 2010, le 2^e FALP adoptait une déclaration politique commune réaffirmant que notre écoute, notre participation, celle des citoyens, sont nécessaires pour construire « *des villes et régions métropolitaines solidaires, durables, démocratiques et citoyennes* ». Cette déclaration garde toute sa pertinence dans les débats sur le sens des projets métropolitains. Avec 300 autorités locales de 30 pays, le II^e FALP, a traduit un nouvel élargissement du réseau. En février 2011 à Pikine, (Sénégal – métropole de Dakar), une assemblée du FALP rendait visible, notamment à travers la problématique des inondations récurrentes que connaît la périphérie dakaroise, les énormes défis et besoins auxquels sont confrontés les grandes métropoles d'Afrique, d'Amérique centrale et latine et d'une partie de l'Asie, notamment.



6. Héritiers de cette expérience, le 3^{ème} FALP de Canoas (Brésil – Grand Porto Alegre), réunit sur le thème « *Droits et démocratie pour des métropoles solidaires et durables* » considère ses travaux, échanges et conclusions comme une contribution à penser le « Droit à la ville » comme cadre opérationnel des pratiques politiques locales pour faire émerger « des villes, des métropoles, des aires métropolitaines justes » en termes politiques, démocratiques, sociaux, économiques, environnementaux, spatiaux et culturels. Le « droit à la ville » c'est penser le quotidien et l'avenir de la ville par le prisme de l'accès aux droits humains et agir pour la promotion continue du droit au logement, à l'éducation, à la santé, à la culture, à l'épanouissement individuel et collectif, à la participation démocratique pour chacune et chacun. L'ensemble des fonctions de la ville métropolitaine, sa vie et ses usages ne peuvent être réservés à quelques-uns, pendant que d'autres en sont exclus. Ce droit à la ville doit être effectif quel que soit son lieu de vie, sa condition sociale, son origine, sa nationalité ou ses croyances, son genre ou son âge, son ancienneté d'installation sur le territoire considéré.
7. Notre engagement pour des métropoles polycentriques et solidaires, c'est le refus d'une civilisation urbaine ghettoïsée et de toute tutelle, institutionnelle et économique C'est l'affirmation de la place et du rôle des citoyens-nes, la reconnaissance et la visibilité des périphéries dans le débat et la construction métropolitaine, pour que chacune et chacun vive dans un territoire qui compte et contribue au projet commun. Pour y parvenir, il n'y a pas de modèle ou de projet « standard ». Les chemins vers des métropoles inclusives, solidaires, durables et démocratiques, sont à inventer et à construire avec les citoyen-nes. Pour faire émerger cet autre monde possible, il faut promouvoir la production du commun, de la solidarité, par la coopération de l'ensemble des acteurs et des niveaux institutionnels ; Il faut garantir une plus juste répartition des richesses et refuser que les Autorités locales paient le prix de la crise financière mondiale ; Favoriser le développement d'une économie créatrice d'emplois, notamment avec l'économie sociale et solidaire, au service des citoyens.
8. Avec ce 3^{ème} congrès mondial de Canoas, notre réseau « FALP pour des métropoles solidaires », né il y a dix ans dans la ville d'Alvorada (région métropolitaine de Porto Alegre) dans le sillage du FAL pour l'inclusion sociale et du FSM de Porto Alegre, mesure aujourd'hui tout le chemin parcouru. Espace de débats informels et d'échanges d'expériences construit dans une démarche collective par la seule volonté d'Autorités locales en réseau, il a fait émerger la voix des périphéries populaires dans le débat mondial et au sein de CGLU, avec sa commission Villes de périphérie. Le réseau FALP a mis en lumière de nouveaux enjeux du processus mondial de métropolisation. Il renforce nos interventions locales dans chacune de nos « aires métropolitaines », afin d'en modifier les



lignes directrices dans le sens de l'inclusion sociale, de la valorisation des identités culturelles, de la démocratie, des droits humains, du polycentrisme, du respect de l'environnement... Pour le droit de chacune et chacun, à la métropole.

9. Dans ce sens, nous souhaitons relever trois défis pour renforcer le protagonisme des villes de périphérie. Le premier défi proposé est la construction collective d'« Engagements pour des Métropoles Solidaires, Démocratiques et Durables » avec la participation de tout le réseau FALP. Le second défi est d'élaborer un Rapport Mondial sur les régions métropolitaines avec le regard de la périphérie qui reflètera l'accumulation des contributions recueillies lors de ces dix dernières années avec la collaboration d'un Comité Scientifique du réseau FALP. Le troisième défi est de constituer une Plateforme de "Bonnes Pratiques" permettant l'échange entre les pouvoirs locaux à travers un site Internet et une publication annuelle.
10. Pour relever ces trois défis, il convient de structurer et coordonner les activités du réseau FALP. A cette fin, nous souhaitons une meilleure organisation permettant d'inscrire nos débats dans la continuité des éditions précédentes et de renforcer nos engagements. Nous réaliserons le prochain Forum Mondial au cours du premier semestre 2016. Il sera précédé d'une Assemblée Internationale préparatoire. Nous allons créer un Comité Intercontinental de Mobilisation constitué d'au moins dix autorités locales de continents différents et nous doter également de trois secrétariats : Permanent, Executif et de Communication.
11. Nous continuerons à renforcer la capacité de travail et d'organisation du réseau pour amplifier sa relation avec les mouvements sociaux et le monde universitaire pour exiger toujours plus et mieux notre place dans une « gouvernance » coopérative et démocratique des aires métropolitaines. Nous sommes, plus que jamais, convaincus que pour construire des métropoles durables et solidaires, la périphérie est capitale ! Pour nous, le centre est partout.

Canoas, le 13 juin 2013.